

Troisième mission civile suisse en Palestine, du 8-9 au 19-20 juillet 2002.

Participants: Hanna, Alexandre, Selim, Sébastien, Raymond.

Arrivée à Jérusalem.

Pas de problèmes, sinon minimes pour l'un de nous, à l'aéroport de Tel-Aviv, et nous arrivons comme prévu les 8 et 9 juillet à Jérusalem. Là, nous nous joignons à deux missions françaises avec lesquelles nous partirons le 10 pour la bande de Gaza, formant en tout un groupe d'une quarantaine de personnes.

Mercredi 10 juillet, Gaza.

Nous partons le matin de Jérusalem vers Gaza et nous atteignons le poste militaire d'Erez, seul point d'entrée dans la bande de Gaza, aux alentours de midi. Longue attente à Erez, due essentiellement au fait qu'un des Français a perdu son passeport (il nous rejoindra le surlendemain après un aller-retour en taxi à Jérusalem), et nous repartons.

Nous nous arrêtons en route pour rendre visite à un agriculteur dont les cultures ont été anéanties, pour la deuxième année consécutive, par les tanks et les bulldozers israéliens. Entre serres et champs blottis autour de la maison et la colonie qui se profile au loin, la terre qui porte les cicatrices qu'y ont laissées les chenilles d'acier est dévastée sur des hectares, les puits d'eau sont comblés, le réseau d'irrigation détruit. Pour empêcher les "terroristes" de se cacher entre concombres et poivrons? Il existe hélas plus d'une méthode pour faire disparaître un peuple; l'acculer à la famine en est une.

Une partie d'entre nous se rend ensuite dans la "campagne", si l'on ose donner ce nom à cette région dont l'occupant a fait un désert. Après une demi-heure de marche, nous arrivons à un taudis de parpaing, de planche et de tôle ondulée où s'entasse une famille, face à un champ miraculeusement épargné. Miracle illusoire, car la récolte va pourrir sur pied: nous n'osons plus y aller, nous explique le paysan, l'armée ou les colons nous tirent dessus. Comme pour confirmer ces propos, un tank passe lentement sur la crête qui domine la cuvette à quelques centaines de mètres de là. Lors de la discussion, l'idée émerge qu'un groupe d'internationaux vienne le lendemain aider à la récolte et protéger, par sa présence, les travailleurs agricoles. Pour des raisons restées peu claires, cette suggestion, bien que transmise aux "organismes", n'aura pas de suite.

Retour vers le premier agriculteur et longues palabres autour du thé, avec le maître de maison et sa famille, puis reprise de la route qui mène à Gaza.

Une fois là, nous sommes reçus par un responsable du Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), avec qui nous aurons, dans la soirée, un long entretien sur la situation palestinienne en général, et Gaza en particulier. Nous réalisons à ce moment déjà, comme nous en aurons la confirmation tout au long de notre séjour, que la société palestinienne est une société ouverte et riche d'un débat politique constant, où les opinions s'expriment avec clarté... compte non tenu de la discrétion qu'impose parfois la présence possible de collabos. Nuit dans les dortoirs d'un centre sportif.

Jeudi 11 juillet, Gaza, Rafah.

De bonne heure, départ de Gaza, pause-café au bord de la mer où nous rencontrons M. Jaber, responsable du PCHR pour la bande de Gaza, passage par l'aéroport bombardé, et arrivée à Rafah en milieu de matinée.

Sur la route, nous sommes arrêtés à un check-point situé à proximité d'une colonie. Notre car remonte la file des véhicules, nous négocions le passage et nous laissons les véhicules palestiniens passer devant nous, avant de suivre nous-mêmes en fin du convoi. A l'autre extrémité du check-point, 500 m. plus loin, la file d'attente est encore plus importante; nous apprendrons par la suite que les Israéliens (quand ils le veulent bien...) libèrent

alternativement le passage dans un sens puis dans l'autre: en fait, nous n'avons rien négocié du tout.

Gaza. Ici peut-être plus qu'ailleurs encore, nul besoin de chiffres ni de commentaires, la volonté de destruction israélienne vous cingle les yeux: façades marquées des profondes balafres laissées par les tirs, squelettes de maisons se dressant au milieu des gravats, îlots d'habitation transformés en champs de ruines. On pourrait croire que les lieux ont été le théâtre de violents combats, s'il y avait eu combats; mais il n'y a eu qu'une répression militaire impitoyable contre une population désarmée: que sont quelques pauvres fusils face aux Apaches, aux F-16 et aux Merkava de la puissante armée israélienne? Colère dérisoire: ce n'est pas de missions civiles dont la Palestine a besoin, mais de brigades internationales, comme jadis l'Espagne républicaine.

A proximité immédiate du camp s'étend un vaste dépôt d'immondices à l'air libre que la voirie ne peut pas traiter: un mirador se dresse à deux cents mètres de là, d'où partent des tirs chaque fois que les éboueurs s'y rendent. Nous passons plus d'une heure au milieu des ordures pour permettre à un bulldozer de nettoyer une partie du terrain. Est-il paranoïaque d'y voir la volonté de laisser le choléra parachever l'oeuvre de l'armée israélienne?

Nous arrivons en fin de journée à Khan Younes, reçus une nouvelle fois par le PCHR. Le soir, après un spectacle de musique et de danse organisé à notre intention, nous sommes répartis en petits groupes pour la nuit, que nous passons dans des familles où la discussion se prolonge tard encore. Nous serons réveillés, peu avant l'aube, par le bruit d'une explosion suivie de tirs d'armes automatiques...

Vendredi 12 juillet, Khan Younes.

Le matin, nous cherchons à franchir un check-point afin de rendre visite à des hameaux palestiniens bouclés dans une zone militaire elle-même enclavée dans une colonie. Le quartier jouxtant les remparts de la colonie a été rasé; à l'angle de la muraille, grotesque et orgueilleux, un mirador aujourd'hui vide domine les décombres. Tandis que trois négociateurs se succèdent (en vain) au poste de contrôle, la tension monte parmi les enfants et les ados qui nous ont rejoints et commencent à nous déborder; on sent chez eux une violence latente prête à exploser et nous craignons que notre présence les incite à des actes de provocation dont ils ne pourraient être, en fin de compte, que les victimes. Une grenade assourdissante tirée à titre d'avertissement met fin aux négociations et après une brève concertation et une protestation immobile et silencieuse, nous nous replions calmement vers la ville.

Après avoir été reçus par le maire, nous reprenons la route pour Erez, puis Jérusalem, avec un crochet par Tel-Aviv où a lieu un concert de soutien aux "refuzniks" israéliens.

La bande de Gaza, c'est, à quelques km² près, la région de la Côte comprise entre Lausanne et Nyon et délimitée, au sud, par la rive du lac et, au nord, par une ligne St-Cergue - Bière - Cheseaux. Vous prenez 40% de ce territoire, de préférence au bord du lac, et vous y installez 6 à 7000 colons; dans les 60% restants, un peu plus de 200 km², vous entassez l'ensemble des habitants de Suisse romande, soit 1'300'000 personnes: la plus forte densité de population du globe. Vous bouclez la région sur tout son pourtour, rivage inclus, vous la quadrillez de check-points et de colonies-forteresses, vous y faites patrouiller l'armée et les milices de colons... et vous obtenez le camp de concentration le plus vaste de la planète.

Samedi 13 juillet, Jérusalem.

Dans la semaine écoulée, les forces de l'ordre israéliennes ont investi l'administration de l'Université d'Al Quds, en ont confisqué les ordinateurs et détruit les fichiers informatiques: inscriptions, diplômes, mémoires et thèses sont pour beaucoup irrémédiablement perdus. En concertation avec des étudiants palestiniens, nous organisons une manifestation de protestation. Vers midi, nous nous rassemblons devant les locaux et nous déployons banderoles et drapeaux européens et palestiniens. Slogans (oui à l'éducation, non à

l'occupation), chants (l'Internationale). Première intervention, verbale, des flics qui nous demandent de retirer le drapeau palestinien. Nous refusons et la manifestation continue tandis que les cars de police bouclent la rue et que la police montée fait son apparition, de même que la presse et la télévision. Au bout d'une heure environ, nous mettons fin à la manifestation. Au moment où nous nous dispersons, les flics nous tombent dessus; coups de pied, horions, auxquels nous résistons en nous asseyant sur le trottoir, en bloc compact. Un de nos camarades palestinien est arrêté (manque de pot, il a un passeport grec et portera plainte pour coups et blessures...). Finalement, les flics nous laissent partir, sous escorte, à condition que nous remballions banderoles et drapeaux et que nous cessions chants et slogans.

Le soir, entretien à l'hôtel avec un représentant des étudiants. La manifestation, à laquelle les étudiants palestiniens, bloqués à l'entrée de Jérusalem Est, n'ont pas pu participer, a été très bien reçue par eux; ils apprécient surtout le fait que nous ne nous soyons pas limités à la défense de la liberté académique, mais que nous l'ayons clairement située dans le cadre plus global de la lutte de libération. Cette action nous vaudra par la suite plus d'une chaleureuse accolade: "Je vous reconnais, on vous a vus à la télévision!".

Dimanche 14 juillet, Jérusalem.

Les membres des trois missions se scindent en trois groupes, pour se rendre l'un à Deishe (ce qui se révélera impossible), un autre à Jénine et le troisième à Naplouse. Une journaliste de Hong-Kong qui nous a contactés lors de la manifestation se joint au groupe de Jénine. Des "Suisse", Hanna, Alexandre, Selim et Sébastien partent pour Jénine, et Raymond pour Naplouse.

Dimanche 14 juillet, Naplouse.

Parti de Jérusalem, le car nous dépose en milieu de matinée au check-point contrôlant l'entrée de Naplouse, à cinq kilomètres de la ville. Le couvre-feu est levé et l'étau s'est momentanément desserré; il y a du va-et-vient dans les deux sens et nous passons sur simple présentation de nos passeports. Nous prenons un taxi qui nous mène au bâtiment de l'administration municipale, devant lequel nous avons rendez-vous avec le Dr Saber, de l'Union des comités palestiniens de secours médical (UPMRC). Le bâtiment lui-même, dont la façade est labourée de trous d'obus, est vide et seuls deux ou trois factionnaires occupent une guérite de fortune dressée à l'entrée. Nous nous renseignons, l'antenne de l'UPMRC est à vingt pas. Le Dr Saber nous accueille sur le pas de porte et nous introduit dans le hall du local hâtivement transformé en salle de réunion; il tient à nous faire part d'abord de la situation à Naplouse.

Quatre invasions se sont succédées depuis le début de l'opération "Rempart". Lors de la première, les bombardements israéliens, qui ont touché aussi bien le centre ville que les camps de réfugiés à l'entour, ont anéanti 168 maisons et en ont partiellement détruit 220 autres; l'aviation israélienne a tiré des roquettes à fragmentation, armes bannies par les Conventions de Genève; 80 personnes ont été tuées et 350 blessées, dont 35 ont succombé. Les offensives suivantes ont anesthésié la résistance et la dernière n'a pas vu d'affrontements entre Israéliens et Palestiniens: elle n'a rien été d'autre qu'une campagne de répression meurtrière menée contre la population civile. Au cours de ces invasions, les ambulances du Croissant rouge ont essuyé de nombreux tirs, des ambulanciers ont été blessés ou tués, des médecins arrêtés. A l'heure actuelle, l'armée israélienne se contente de fouiller les ambulances avant de les laisser passer, mais les centres médicaux sont fermés.

Située au fond d'une cuvette et entourée de collines dont les crêtes sont occupées par des colonies et l'armée, la ville a été déclarée zone militaire; elle est bouclée, rares sont ceux qui peuvent y entrer ou en sortir et la pénurie de médicaments se fait durement sentir. Les usines ont été détruites, de même que les infrastructures économiques et sociales, en bref, tout ce qui constitue le cadre de vie essentiel aux habitants d'une cité. Le revenu moyen a chuté de 50% et 75% des gens de Naplouse vivent sous le seuil de pauvreté. Et le couvre-

feu recouvre la ville telle une chape de plomb, confinant chacun chez soi, figeant la vie communautaire, asphyxiant toute la société.

L'après-midi, nous accompagnons le Dr Saber dans sa visite à une patiente qui, enfermée chez elle, n'a pas pu se rendre au dispensaire. Elle habite l'une de ces maisons, une quinzaine, situées en différents points de la ville, que l'armée israélienne a occupées, s'installant dans les étages et bouclant les habitants au rez-de-chaussée (en français, on dit: prise d'otages). Après une traversée de la ville dont le couvre-feu a vidé les rues, à part quelques gamins (mais comment les garder enfermés des jours entiers?), nous arrivons en vue de la maison. Deux de nous s'approchent avec le Dr Saber tandis que les autres restent à une cinquantaine de pas. Nous hélons les soldats. L'un d'eux sort, rejoint plus tard par un officier. Longue palabre. On nous laisse enfin entrer à trois, accompagnés de l'officier et de deux soldats dont c'est la première visite à leurs prisonniers. Discussion avec la famille (mais que dire qui ne heurte pas l'occupant?) puis, pendant que le Dr Saber ausculte sa patiente, avec les soldats. Aucun doute n'effleure le capitaine: sa cause est juste, son combat légitime; l'un des soldats, qui n'ouvrira que peu la bouche, est manifestement de ceux qui exécutent les ordres sans se poser de questions. Le troisième, en revanche, éprouve le besoin d'expliquer et de comprendre, de se justifier tant vis-à-vis de lui-même que de nous. Amertume face à cet homme, à peine un adulte, que broie impitoyablement la machine à déshumaniser qu'est toute armée d'occupation. Nous partons enfin, avec la promesse du capitaine de laisser sortir les habitants lors des levées du couvre-feu... et, au fond du coeur, l'espoir que cet officier accorde plus de valeur à sa parole que ne le font trop souvent les dirigeants sionistes.

Le soir venu, certains de nous s'installent au dispensaire tandis que les autres s'en vont dormir dans un hôtel au coeur de la vieille ville. Hôtel trente étoiles au moins, si l'on en juge par celles qu'ont dessinées les impacts de balles dans les vitres du hall...

Lundi 15 juillet, Beit Foriq, Naplouse.

En dépit du couvre-feu, nous partons le matin pour Beit Foriq, village des environs. Nous n'avons pas fait un kilomètre qu'une jeep nous arrête. Nous parlementons et obtenons l'autorisation de poursuivre notre route... au risque de ne pouvoir rentrer. La situation de ces villages où vivent plus de 70% des Palestiniens est encore pire que celle des villes, nous explique chemin faisant le Dr Saber. Encerclés par l'armée et les colons, coupés du reste du monde, ils sont privés de tout accès aux services médicaux comme aux autres services; la nappe phréatique est pillée par les Israéliens qui en confisquent les 80% et les villages en sont réduits à importer leur eau par camions-citernes. "Les colons nous voleraient jusqu'à l'air qu'on respire, s'ils le pouvaient," commentera plus tard un villageois.

Bien que le check-point qui contrôle l'accès de Beit Foriq soit réputé l'un des plus durs à franchir de la région, quand nous l'atteignons après une marche de deux heures, il semble déserté. Nous interpellons les soldats que nous croyons embusqués dans le bunker; pas de réponse, nous ne faisons fuir qu'un chat. Mais à peine avons-nous passé que l'occupation israélienne se rappelle à nous: attaqué ce matin par les colons alors qu'il amenait l'eau au village, un camion-citerne est immobilisé au bord de la route, pneus lacérés et calandre trouée de balles. Scène ordinaire de la vie quotidienne en Palestine occupée. Comme le sont le gamin fauché par la voiture d'un colon sur le chemin de l'école (simple accident de la circulation), le grand-père massacré dans son verger que convoite la colonie (acte isolé d'un psychopathe atteint de démence), le frère malade mort au check-point faute de soins, l'épouse enceinte abattue par erreur d'une balle dans le dos, le verger d'oliviers de plus de 200 ans rasé par les bulldozers: les histoires que nous racontent ceux qui nous reçoivent sont désespérément identiques.

De retour à Naplouse en fin d'après-midi, certains de nous se rendent à l'hôpital. Autres récits et autres images, même terreur et même horreur: la morgue pleine, les frigos vidés pour y entasser les corps, la cour de l'hôpital transformée en fosse commune, jusqu'à ce que l'occupant se décide à autoriser les familles des victimes à venir chercher leurs morts; la

rage impuissante devant la mort de ceux qu'on pourrait sauver, et que seul condamne le défaut de médicaments et d'équipements...

Alors que, le soir, nous prenons un moment de détente sur la terrasse de l'hôtel, des rafales d'armes automatiques déchirent le silence: ce sont les Israéliens qui, du haut de leurs collines, se rappellent au bon souvenir des Palestiniens en échangeant des tirs croisés au-dessus de la ville.

Mardi 16 juillet, Naplouse, Jérusalem.

Le matin, visite de la vieille ville. Emergeant de mes souvenirs, une image s'impose: Pompéi. Rangées de façades éventrées et de toits effondrés, larges tranchées où les éboulis se déversent d'une rue dans l'autre, de monstrueuses balafres déchirent la ville. Ici vivaient trois familles, nous dit-on devant ce qui n'est plus qu'un pierrier, et la semaine dernière, on a encore retiré deux corps des décombres. Là... ailleurs encore... les séquences se suivent et se ressemblent.

Peu après-midi, après avoir pris congé de nos hôtes, nous partons à pied pour le check-point où nous attend le car. Nous devons aller chercher le groupe de Jénine et bien que moins de 50 km séparent les deux villes, il nous faudra plus de deux heures de route pour y parvenir: le chauffeur a préféré faire le détour par Israël pour éviter les check-points.

Arrivée à Jérusalem en fin d'après-midi. Une partie des Français va nous quitter ou l'a déjà fait; ceux qui restent se divisent en deux groupes, dont l'un ira à Ramallah et l'autre au Golan.

Mercredi 17 juillet, Ramallah.

Il nous faut trois taxis pour aller de Jérusalem à Ramallah (20 km): le premier nous mène à un check-point à mi-chemin des deux villes, le second à celui qui commande l'entrée de Ramallah, où piétons et véhicules forment deux longues files d'attente, et le troisième nous dépose à l'antenne locale de l'UPMRC où nous avons rendez-vous.

Ce que nous y apprenons de la situation à Ramallah ne se distingue guère, sinon dans les détails, de ce que nous avons vu et entendu à Naplouse. Des agences de l'UPMRC ont été détruites, les dossiers ont disparu, tant ceux des patients que ceux des chercheurs, et toutes les associations civiles ont été victimes des mêmes exactions; fermeture des hôpitaux, couvre-feu, coupures d'eau, blocus: ici aussi, tout est mis en oeuvre pour briser le moral des Palestiniens et les mettre à genoux.

Nous nous sommes mis à la disposition de l'UPMRC pour escorter médecins et infirmières dans leurs tournées, après le rétablissement du couvre-feu prévu à 15h. En attendant, celui-ci est levé et nous nous proposons d'aller jeter un coup d'oeil à la Muqata en compagnie d'une jeune étudiante palestinienne. A notre grande surprise, nous n'y décelons aucune présence de l'armée israélienne, si ce n'est un tank à deux rues de là (mais les traces de son passage sont bien visibles: les trois quarts du complexe administratif ne sont plus que ruines) et nous pénétrons dans la Muqata comme dans un moulin. Les soldats palestiniens nous accueillent chaleureusement et nous présentent Claude, une Française qui demeure ici depuis plusieurs semaines. L'heure du couvre-feu approche et nous n'avons guère le temps d'échanger que quelques mots mais nous nous promettons, si faire se peut, de nous revoir le lendemain.

Braver le couvre-feu est une forme de résistance. Sur le chemin du retour, nous tombons sur une cinquantaine de manifestants, Palestiniens et internationaux, qui occupent la place des Lions, brandissant des banderoles et emplissant l'air des stridulations aiguës de leurs sifflets - version palestinienne des cazeroladas argentines. Nous nous mêlons quelque temps à eux puis une partie d'entre nous s'en va voir si l'on a besoin de nous à l'UPMRC. Une heure plus tard, jeeps et tanks israéliens ont dispersé la manifestation à coups de lacrymogènes, sans que les ambulances puissent s'approcher. Passant sans cesse d'une rue à l'autre (elles n'ont pas le droit de s'arrêter), elles doivent se contenter de porter secours à ceux qui ont

pu briser l'encerclement. Quatre chars d'assaut contre cinquante civils armés de sifflets: quelle meilleure image de la démesure de la répression israélienne?

Peu avant le coucher du soleil, nous sommes une vingtaine à refaire un tour de ville avec nos sifflets. En fin de parcours, deux tanks nous accompagnent jusqu'au bâtiment de l'UPMRC.

Jeudi 18 juillet, Ramallah.

Le couvre-feu est à nouveau levé et tant qu'il l'est, nous ne pouvons guère être utiles. Selim décide de rentrer aussitôt à Jérusalem et les autres de retourner à la Muqata. Nous y retrouvons Claude, avec qui nous avons un long entretien que ponctue le repas de midi, et où elle nous fait part de son point de vue sur la politique palestinienne. Nous en venons à parler du rôle des missions civiles, et comme elle déplore l'absence d'internationaux à la Muqata, certains décident de rester. Après une visite des lieux (décor de film-catastrophe: pendue à un pan de mur qui se dresse au milieu des gravats, une porte que le vent fait grincer sur ses gonds se balance lentement), les trois partants (dont Alexandre et Raymond qui reprennent l'avion le lendemain) vont faire leurs adieux à l'UPMRC et rentrent à Jérusalem.

Vendredi 19 juillet, Jérusalem.

Départ de Selim, Alexandre et Raymond pour Tel-Aviv. Une heure d'interrogatoire et de fouille, et nous nous retrouvons les trois dans la zone internationale.

Eradiquer le terrorisme... lequel?

Destruction ou fermeture des hôpitaux, des écoles, des infrastructures publiques et des services sociaux, couvre-feu qui gèle toute vie économique et sociale, confiscation de l'eau, destruction des récoltes, démolition d'immeubles d'habitation, violences multiples exercées contre la population, assassinats quotidiens de civils sans discrimination d'âge ou de sexe, le but que visent les sionistes est clair: convaincre par la terreur les Palestiniens qu'ils n'ont d'autre choix qu'entre l'exil ou la mort.

En vertu de quelle justice dénie-t-on à l'agressé palestinien le droit d'user des méthodes dont se sert l'agresseur israélien? Franchir la frontière pour frapper la population civile serait-il injustifiable dans un sens, et légitime dans l'autre? Au nom de quoi condamne-t-on le terrorisme du shahid qui fait sauter une discothèque à Tel-Aviv si l'on excuse celui des colons faisant des cartons sur les paysans aux champs, ou celui de l'armée israélienne enterrant des familles entières sous les décombres des maisons qu'elle bombarde?

Peut-être le terrorisme est-il une question de technologie: il est mieux vu d'utiliser des roquettes à fragmentation livrées par les Etats-Unis avec les F-16 et les Apaches pour les larguer, que d'en être réduit à fabriquer des bombes artisanales et à recruter des commandos suicides.

Samedi 17 août, Lausanne.

J'interromps la relecture de mes notes pour écouter la radio. Dresde et Prague sous les eaux, inondations en Inde et au Bengla-Desh, vague de chaleur polluée au Canada, séismes ici ou ailleurs: c'est comme si, à la veille du sommet de Johannesburg, la planète elle-même se rebellait contre ceux qui la pillent et la saignent à blanc. Va-t-on l'accuser de terrorisme?

Raymond George, août 2002, Lausanne